



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir". "Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction". Charles de Gaulle

N° 255 Juillet - Août 2010

Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote

<http://www.lemil.org>

NOS VALEURS POUR LA FRANCE DU XXI^{ème} SIÈCLE

par Michèle ALLIOT-MARIE,

ministre d'Etat, garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Libertés

Intervention lors de la XX^{ème} Convention Nationale du M.I.L - Février 2010

Cher président et chers amis, c'est toujours un très grand plaisir pour moi d'être parmi vous. Je crois que je n'ai pas dû manquer une seule de vos conventions nationales depuis de nombreuses années et vous savez que je ne vous manquerai jamais de la même façon que vous ne m'avez jamais manqué quand j'ai eu besoin de vous pour défendre nos idées et nos valeurs. Je crois que c'est cela qui nous réunit effectivement, je crois que c'est ce sentiment d'être ensemble, de faire partie un peu d'une même famille parce que nous partageons tellement de choses et parce que nous avons partagé tellement de choses. Nous avons partagé tellement de combats pour défendre nos convictions profondes, pour faire élire ceux qui étaient les mieux à même de porter ces convictions. Nous avons partagé tellement de joies, de ces joies des soirs de victoire, de ces joies au-delà même de la victoire ; de ces moments où on se rend compte que ce pourquoi on s'est battu se réalise encore ; de ces moments qui effectivement exaltent en nous notre vision de la France, notre vision de ce qui doit rassembler les Français et je crois que c'est cela ce que nous avons entre nous, c'est cela ce que nous avons en nous, c'est peut-être ce qui compte encore plus : une volonté, une énergie jamais démentie qui consiste à dire que la vie

elle ne vaut qu'à condition de se battre pour ses idées, que, finalement, chacune de nos vies individuelles, qui que nous soyons, quoi que nous fassions, cela ne compte pas beaucoup,



si cela ne s'inscrit pas dans un mouvement plus grand, plus ample, plus généreux dont la finalité est finalement de permettre de construire cette société. Cette France où nos enfants seront plus heureux et où surtout cette France à laquelle nous sommes tellement attachés pourra davantage encore faire entendre sa voix dans toutes les catégories de français, faire entendre sa voix au-delà de nos frontières avec ce que nous portons, avec ce que notre histoire nous a permis de porter de croyances dans l'homme, de croyances dans les valeurs du courage, de croyances dans

le refus de toutes les fatalités. C'est cela ce que nous avons en nous. Et finalement quand je vous vois et quand je vous compare avec un certain nombre d'autres assistances devant lesquelles je parle parfois, et bien la grande différence se voit non pas dans les tenues, non pas même dans la couleur des cheveux, elle se voit dans votre regard parce que moi, ce qui compte c'est de voir chez vous cette flamme. Cette flamme que nous pouvons porter parce que c'est une flamme qui anime chacune de nos actions et qui nous donne envie encore et toujours et quelles que soient les circonstances dans les victoires comme dans les défaites, de continuer à dire : nous sommes sûrs de ce à quoi nous croyons, nous sommes sûrs de ce pourquoi nous nous battons, nous sommes sûrs de ce que nous représentons et nous voulons encore et toujours nous battre pour cela, pour le transmettre à de nouvelles générations pour que jamais ces valeurs ou ces principes ne s'éteignent. Alors je crois effectivement que c'est cela ce que l'on regroupe aujourd'hui sous l'idée de gaullisme, un gaullisme dont on n'a jamais autant entendu parler, dont je souhaiterais qu'il ne se dilue pas dans un utilitarisme, que certains voudraient faire pour simplement justifier les actions qui en fait n'ont rien de gaullistes parce qu'elles ne répondent pas à

cette générosité, à cette envie de dépassement, à cette envie de porter des valeurs éternelles qui sont les caractéristiques de ce que nous sommes.

Alors oui, aujourd'hui peut-être, plus que jamais, nous avons besoin, nous, de dire et de montrer ce que sont nos valeurs, de dire que ces valeurs, ce sont celles qui peuvent animer des vies entières et de montrer, par nos comportements, par nos actes comme par nos paroles, que ces valeurs sont en nous et qu'elles représentent la grandeur de chaque individu, la grandeur de nos convictions et la grandeur de la France. Oui, je crois, qu'aujourd'hui, plus que jamais, il faut parler de nos valeurs pour la France du XXI^{ème} siècle parce que c'est bien le thème de la convention que vous avez choisi. Et il se passe aujourd'hui quelque chose d'étonnant. Moi j'ai entendu pendant des années, y compris quand j'étais à la tête du RPR, que les valeurs du gaullisme appartiennent au passé et bien je crois que l'actualité montre qu'elles n'ont jamais été aussi nécessaires qu'aujourd'hui, aussi nécessaires que pour l'avenir que nous sommes en train de construire et je vais prendre trois exemples.

LA NATION FRANÇAISE

D'abord l'unité nationale, la cohésion nationale, la nation française. C'est ce qui nous regroupe tous, qui nous a regroupé à travers l'histoire, et cette unité nationale, je vous l'ai toujours dit, c'est elle qui a toujours fait la force de notre pays. Elle l'a fait dans le

gaullisme au moment de la deuxième guerre mondiale, elle le fait depuis. Elle l'a fait aussi avant parce que je pense que le gaullisme porte aussi des valeurs qui ont existé dans toute notre histoire et depuis la Gaule et jusqu'à aujourd'hui. Et quelles

qu'aient été les circonstances, qu'il s'agisse de la guerre de Cent ans, qu'il s'agisse de l'agression de la France par un certain nombre de pays européens, au moment notamment du Premier Empire, qu'il s'agisse de la première ou de la deuxième

guerre mondiale, notre pays n'a jamais été aussi grand. La France n'a jamais été aussi forte que lorsqu'elle était unie, que lorsque sa nation était unie, décidés à se battre tous ensemble pour protéger le territoire et les valeurs. Aujourd'hui, cette valeur

d'unité est plus que jamais nécessaire parce que nous voyons justement l'unité nationale menacée d'explosion et parfois d'implosion. Elle est menacée par les tendances communautaristes : les tendances communautaristes religieuses menacent effectivement notre sécurité mais des tendances communautaristes et aussi régionalistes. Ne nous faisons pas d'illusion, dans certaines de nos régions, il y a des gens qui veulent un repli des régions sur elles-mêmes. Nous voyons parfois dans ces régions certains dire que quand on n'est pas Corse ou qu'on n'est pas Basque, on n'a pas le droit d'occuper certains emplois. C'est un problème

de communautarisme intérieur auquel nous devons faire attention. Nous voyons que tout ceci menace l'unité nationale mais nous voyons également un individualisme qui menace l'unité nationale.

Il y a aujourd'hui un certain nombre de valeurs qui sont développées sur le plan économique, sur le plan philosophique ou sur le plan social, qui consiste à dire que l'individu vaut mieux que ce qui rassemble. Et bien non. Il y a un grand risque dans l'individualisme, c'est de faire disparaître la volonté de partager un destin commun, la volonté de vivre ensemble. L'individualisme déstabilise les familles, rapetisse les horizons,

UNE CERTAINE IDÉE DE LA FRANCE

Mais ce qui nous réunit aussi, c'est que nous avons ensemble en partage une certaine idée de la France. Certains nous disent que la France est trop petite, que la France n'a pas assez de richesses minérales, que la France n'a pas une population suffisante pour pouvoir peser dans le monde. J'ai toujours constaté que notre pays rayonne bien au-delà de ces réalités physiques ou matérielles. Mes différentes fonctions m'ont amenée à aller partout dans le monde : il y a des pays beaucoup plus grands auxquels on ne fait pas référence à l'étranger. Mais quand il y a un certain nombre de décisions essentielles pour l'avenir de ces pays, pour la paix dans le monde, pour la cohésion des continents, vers qui se retourne le regard ? Le regard se tourne toujours vers la France pour savoir quelle est l'idée de la France, quelle est la vision de la France, quel est l'avis de la France sur ce qu'il faut faire. J'ai constaté et je constate en-

core tous les jours que notre pays est présent sur tous les continents, sur tous les océans du globe et c'est pourquoi il est si important que nous ayons une parole claire portée, aujourd'hui, par le Président Sarkozy, que nous ayons les moyens de mettre en œuvre nos idées avec une Défense nationale qui soit capable d'aider nos amis quand ils sont dans la difficulté, qui soit capable de faire prévaloir notre sens de la justice, de l'équité, de la liberté et de la démocratie dans le monde entier.

La France n'est pas un très grand pays et pourtant : Qui a tenu tête aux Etats-Unis sur l'Irak en disant que c'était une guerre dangereuse ? Qui est aujourd'hui aux côtés de tous nos alliés pour essayer de faire en sorte, qu'en aidant un pays comme l'Afghanistan à être capable de prendre en main son propre destin, d'avoir sa propre armée, d'avoir sa propre police, d'avoir sa propre justice, de développer son économie pour pou-

voir ainsi écarter le risque de revoir Al-Qaida à travers les Talibans se refaire une niche d'où il viendra menacer l'ensemble des pays du monde ? Oui, la France est là, la France est là avec ses soldats qui acceptent le risque de leur propre vie pour défendre nos vies, pour défendre notre capacité à faire prévaloir nos valeurs pour aujourd'hui et pour demain. Je me souviens aussi de la France à la tête de l'Union européenne. Il y avait bien longtemps que l'Union européenne n'avait pas pesé dans des conflits internationaux extérieurs à son propre territoire pour essayer de calmer la situation. Or, quand la Russie est allée effectivement envahir un pays voisin, qui est intervenu pour arrêter l'avancée des troupes russes et pour les faire reculer jusqu'à leur propre frontière ? Sinon la France à travers Nicolas Sarkozy, qui a réussi dans les négociations diplomatiques à obtenir cela. Oui, pendant toute la présidence française, l'Union européenne a

conduit certains à s'isoler de toute la société. Et quand je vois un certain nombre de jeunes, pour lesquels leur site Internet est finalement plus réel que la réalité de la famille, de la commune dans laquelle ils vivent, du pays dans lequel ils sont, et bien je dis oui, là aussi, et d'une façon encore plus perverse, c'est l'unité nationale qui est effectivement en jeu. Et je crois qu'il est important de rappeler à chacun que ce culte de la réussite individuelle prôné par l'ultra-libéralisme, prôné par la mondialisation aboutit souvent à l'échec collectif. Et bien nous ce que nous avons apporté c'est l'idée que l'homme, bien entendu, est la finalité de notre politique. Ce que nous vou-

lons c'est que chacun s'épanouisse mais ce que nous pensons aussi c'est que l'on ne s'épanouit totalement que dans le cadre de la nation, que dans cette volonté partagée de vivre ensemble, dans la volonté de préparer l'avenir ensemble, créer cette envie du destin à partager en commun. Oui, parce que le gaullisme porte la valeur de l'unité nationale, il représente la réponse d'aujourd'hui à des menaces réelles qui pèsent sur l'ensemble de la société.



compté. L'Union européenne a pris des initiatives y compris quand la crise financière et économique née aux Etats-Unis s'est répandue comme un incendie gigantesque qui aurait déchiré le monde entier. Et bien là aussi c'est la France qui a proposé les solutions qui ont ensuite été suivies par l'ensemble des pays européens mais également des pays du monde, en soutenant des banques pour éviter des faillites où chacun des habitants, chacun des citoyens, y compris les plus modestes, auraient vu tout ce qu'ils avaient pu faire comme économie disparaître dans des banqueroutes gigantesques. C'est aussi le renouveau de l'activité qui a dépendu de la France car c'est la France qui a créé les plans de relances qu'ensuite ont suivis l'Allemagne, la Grande-Bretagne et y compris les Etats-Unis, le pays du libéralisme qui a accepté que l'Etat intervienne.

AUTORITÉ ET ACTION DE L'ETAT

Parce que notre troisième croyance, c'est la croyance dans l'autorité et dans l'action de l'Etat. Vous savez, dans le domaine qui est le mien, qui est, maintenant, celui du droit et de la justice, nous constatons qu'il y a finalement deux types de règles et deux types d'organisations. Il y a celles du monde anglo-saxon qu'on appelle le droit anglo-saxon qui est finalement un droit très dé-régulateur, où il y a très peu de règles générales, où on n'encadre que très peu les activités et on se contente simplement, et c'est un peu le principe, de laisser un juge, quand il y a un problème, le régler. Et puis, il y a d'autre part, ce qu'on appelle le Droit continental qui est le Droit romain, le Droit français et qui lui dit que pour vivre en société, il

faut des règles et que dans l'ensemble de la société, ce sont les règles de Droit et que le Droit est là non pas pour empêcher l'action, mais pour dire qu'il y a des limites à ne pas dépasser. Ce sont ces règles qui fixent la sécurité.

Alors pendant très très longtemps, durant ces dernières décennies, c'est le droit anglo-saxon qui l'a emporté avec les dé-régulations massives, avec l'ultra libéralisme. Il s'est répandu dans le monde entier. Avec la crise, on a constaté qu'immédiatement tout le



monde se tournait vers l'Etat en disant : Comment pouvons-nous être protégés ? Où sont les règles qui nous protègent ? Qui empêche un certain nombre d'excès ? Qui empêche les Madoff ? Qui empêche d'avoir des traders qui vont ainsi investir notre argent sans que personne ne les contrôle ? On s'est aperçu que dans les pays où il y avait des règles comme la France ou des pays plus lointains qui ont le même système, le Qatar où j'étais récemment, ces pays subissaient, aussi, la crise puisque leurs voisins la subissaient mais moins que les autres et ils résistaient mieux que les autres. Nous avons vu, à ce moment là, le discours changer du tout au tout. On nous disait pas-sésistes parce que nous disions que

l'Etat avait un rôle à jouer dans la société. On nous disait ignorant parce que nous défendions l'idée que l'Etat a vocation à être le garant de l'intérêt général, des équilibres fondamentaux dans la société. Aujourd'hui, on nous dit que nous sommes les plus modernes parce que c'est nous qui assurons des règles qui permettent la sécurité des relations juridiques, la sécurité des contrats, la sécurité des personnes. Si la France n'avait pas sauvé Dexia en re-finançant les banques, que se serait-il passé ? Sur notre continent aussi les épargnants auraient perdu leurs biens. Mais ce que nous avons dit en re-finançant Dexia, c'est qu'il fallait des règles, que nous n'acceptons pas que les banques

fassent n'importe quoi et que nous fixions un certain nombre de règles.

Aujourd'hui, on s'est rendu compte que le besoin d'Etat n'a jamais été aussi fort. Alors la seule

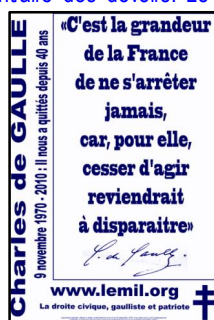
question qu'on peut se poser franchement, c'est de savoir s'il fallait une crise économique planétaire pour prouver que les gaullistes avaient raison. Est-ce qu'il fallait l'effondrement

du capitalisme financier, que nous avons failli voir, pour renvoyer dos à dos ultra-libéralisme et collectivisme, pour dire qu'il y avait une voix qui était celle de la modération, de la sagesse

et qui pouvait répondre aux exigences du développement économique et de la protection des personnes.

NOS VALEURS ET NOS PRINCIPES SONT PLUS QUE JAMAIS NÉCESSAIRES

Oui, chers amis, je crois sincèrement que nos valeurs et nos principes sont plus que jamais nécessaires en ce début de XX^{ème} siècle. Mais ce que je veux vous dire aussi, en conclusion, c'est qu'il ne faut en tirer aucune gloire. Cela ne sert à rien simplement de le dire. Nous n'avons pas besoin d'en tirer de la gloire parce que nous n'avons jamais douté de nos valeurs. Et nos valeurs ne nous donnent de droit sur quiconque, mais la pertinence de nos valeurs, nous donne au contraire des devoirs. Le premier devoir c'est d'inscrire nos valeurs dans une vision de long terme. Nous avons prouvé que ces valeurs dans



l'histoire étaient nécessaires. Mais ce qui était nécessaire hier, ce qui a été nécessaire aujourd'hui, le sera encore demain. C'est pourquoi nous devons nous inscrire dans le devenir,

dans l'avenir, dans le futur. Les Français attendent aujourd'hui beaucoup de nous. Ils attendent de nous une vision. Les Français ont peur de la mondialisation, de l'incertitude. Ils ont besoin que nous leur disions où nous voulons les amener. Ils ont besoin qu'on leur montre la voie pour y aller. Ils ont besoin de comprendre que chacune des mesures que nous prenons, sous la direction du Président de la République et dans le cadre du gouvernement, sont des mesures qui sont cohérentes avec cette vision de la société et qu'elles nous conduisent effectivement les unes et les autres vers cette France du XX^{ème} puis du XXI^{ème} siècle.

Nous devons donner aux Français un projet cohérent, un projet clair, un projet lisible dans ses finalités comme dans ses mesures de mise en œuvre. Pour cela, il faut que les politiques acceptent de s'échapper de l'urgence, des problématiques au jour le jour. Il faut qu'ils aient une vision et que leur action soit conforme aux valeurs et aux principes qui doivent amener à la réalisation de cette vision. Nous voyons aujourd'hui le ré-

sultat des choix qui ont été fait par le général de Gaulle, il y a quarante ou cinquante ans : en matière d'énergie avec le nucléaire, en matière de TGV, en matière de construction européenne. Ce sont ces mêmes perspectives qu'il faut donner aux Français. Il faut leur faire comprendre qu'ils doivent avoir confiance dans la France, qu'ils doivent avoir confiance dans l'avenir et ils peuvent avoir confiance parce que nous allons le construire sur la base de ce à quoi nous croyons, de notre volonté, de notre générosité, de notre envie de travailler pour eux, de travailler pour nos enfants et de travailler pour la France. Et cela il faut le dire en permanence parce que c'est à chaque étape, à chaque échéance que nous avons besoin de ré-affirmer notre volonté. Notre devoir c'est de porter nos valeurs au sein de notre société aussi. Cette société du XX^{ème} siècle, que nous sommes en train de construire avec Nicolas Sarkozy, c'est une société plus dynamique pour que la France continue d'être un moteur pour l'Europe et donc un pôle d'équilibre des grandes puissances,

de la Chine, des Etats-Unis, de la Russie, de l'Afrique, de l'Amérique Latine. Une société plus sûre aussi où chacun puisse s'épanouir sans avoir peur en permanence de se faire dépouiller ou de se faire assassiner. Donc, une société où la sécurité est assurée à chacun pour permettre à chacun de davantage se développer, s'épanouir, d'être concentré sur son propre projet d'action et non pas sur la crainte de ce qui peut arriver. Une société plus juste aussi où personne n'est laissé sur le bord du chemin, où le talent peut s'exprimer quelles que soient les difficultés qui peuvent exister à l'origine, d'où l'importance effectivement d'aider les jeunes à pouvoir eux aussi progresser, avoir la science, avoir la possibilité de se créer de nouveaux métiers. Une société qui ainsi prépare mieux son avenir à travers des jeunes qui sont aussi à la pointe du progrès et à la pointe de l'action. C'est cela notre devoir aussi de préparer cette société et pour cela nous ne devons jamais baisser la garde.

RÉPONDRE À LA DÉMAGOGIE DES SOCIALISTES ET DES VERTS

Ce qui veut dire à chaque fois que les Français ont l'occasion de s'exprimer. Et dans quelques semaines ils vont s'exprimer sur les élections régionales et vous ne comprendriez pas que je vous parle de la France, que je vous parle de l'avenir et que je ne vous parle pas des élections régionales. Parce que c'est vrai que chaque fois qu'il y a des élections c'est l'occasion pour nos adversaires d'essayer de prendre les commandes pour faire passer leurs idées qui vont à l'inverse de ce à quoi nous croyons mais c'est aussi l'occasion pour nous de parler, de convaincre un nombre toujours plus grand de français de nous rejoindre dans l'action que nous voulons mener pour la France et pour les Français. Il va falloir que nous répondions à la démagogie qui est celle des socialistes et qui est celle des verts. Pour la gauche, c'est toujours la même chose, nous le savons bien. Quand ils sont au gouvernement comme dans les régions, ce sont les mêmes principes. Non pas les principes dont je parlais tout à l'heure, de l'unité nationale, de la place de la

France, de la volonté de construire l'avenir. Non pour eux c'est l'assistanat, c'est le laxisme et c'est le matraquage fiscal sur les classes moyennes. Je n'ai pas besoin de vous rappeler ce qu'ils ont fait quand ils étaient au gouvernement et que nous payons encore, car nous payons encore les 35 heures. Cela nous coûte plus de 20 milliards chaque année qui sont donnés aux entreprises simplement pour compenser les 35 heures et nous les payons année après année. Alors je vous rappelle que si nous n'avions pas 20 milliards à payer chaque année, le déficit serait probablement moins important aujourd'hui et la dette du pays aussi quand vous regardez toutes ces années accumulées.

Et d'ailleurs ce qu'ils ont fait en nous amenant à avoir des impôts importants, à partir du moment où Nicolas Sarkozy au niveau du gouvernement a bloqué le système en disant il y a trop d'impôts dans notre pays qui découragent finalement ceux qui travaillent, le résultat c'est que dans leurs

régions, dans les régions qu'ils détestaient, ils ont fait ce qu'ils ont toujours fait : taxe professionnelle et taxe d'habitation ont augmenté de plus de 50% pour la taxe professionnelle, de 32% en 6 ans rien que sur les dernières élections régionales. Et maintenant ils veulent mettre notre économie par terre en suivant les verts qui eux préconisent la décroissance. Je dois dire que comme programme électoral il faut un certain courage quand même pour promettre à des électeurs ce qu'ils craignent le plus.

Je ne sais pas si c'est du courage ou de la témérité. Le courage, c'est une chose qui consiste à être positif, à oser affronter l'impopularité quand on sait que c'est dans l'intérêt général et qu'au final tout le monde en bénéficiera. Mais là je crois que c'est de la témérité et que c'est complètement irresponsable. A un moment où nous voyons justement la croissance menacée, où nous avons besoin de rassembler nos forces, à un moment où un certain nombre de pays sont en train de voir leur croissance repartir à

toute vitesse, pour nous aussi nous devons pouvoir profiter du redémarrage de la croissance. Mais il faut bien voir une chose. Dans nos pays, nous en sommes à des prévisions de 2%, la Chine, dès l'année prochaine, sera à une croissance de plus de 10%. Je vous en ai déjà parlé, il y a deux ou trois ans, la Chine représente un pays qui se développe fantastiquement et c'est vrai qu'avec son nombre d'habitants cela représente une économie interne, un marché interne considérable, nous ne devons, là aussi, pas baisser la garde. C'est la raison pour laquelle, il est indispensable que, face à ces perspectives, nous soyons mobilisés pour faire redémarrer la croissance. Dans le domaine de la sécurité, c'est exactement la même chose. Il faut rappeler aussi tous les efforts et tous les résultats qui ont été faits par le gouvernement depuis 2002. Pendant les cinq ans où les socialistes ont été au pouvoir, l'insécurité dans notre pays a augmenté de 15%. Il nous a fallu sept ans, c'était fin décembre 2008 que j'ai pu enfin annoncer que nous étions reve-

nus au-dessous du niveau d'insécurité de 1998. Et nous confions bien entendu. Mais lorsqu'on leur demande de participer dans les régions, dont ils sont les dirigeants, aux efforts de sécurité pour les Français, vous n'avez pas de réponse : la sécurité dans les trains dont ils sont responsables, la sécurité autour des lycées dont ils sont responsables. L'Etat fait sa part, nous voyons bien peu de régions participer aussi à cette

action. Dans le domaine du retour de la croissance, c'est la même chose. Le Président de la République et le Premier ministre ont décidé un plan de relance de l'économie. Dans ce plan, il y a des sommes importantes qui sont mises sur la table du côté de l'Etat mais que va-t-il se passer si des régions, pour des raisons idéologiques, refusent elles aussi d'apporter leur écho au plan de relance pour que les entreprises, dans leurs pro-

pres régions, puissent en bénéficier ? Ce plan sera en partie neutralisé et là aussi il faut savoir si on veut que tous les Français travaillent ensemble dans l'intérêt général et pour permettre à notre pays de redevenir le moteur de la croissance en Europe.

C'est ça ce qui est en jeu, c'est ça ce qu'il faut que vous disiez dans cette campagne électorale. Alors chers amis, oui, une fois de plus il va

falloir vous battre et c'est ce qui nous rend tous un peu plus jeunes. Je trouve qu'il n'y a rien de tel qu'une bonne bagarre, qu'une bonne campagne électorale pour se retrouver en pleine forme. Alors oui, une fois de plus, je compte sur vous pour convaincre, pour faire valoir nos idées, pour montrer qu'il y a des perspectives pour la France.

FAIRE VALOIR NOS IDÉES

Oui, chers amis, vous avez besoin de dire avec toute la fierté de les porter que les valeurs qui sont les nôtres sont des valeurs indispensables pour les mois, pour les années, pour les décennies qui viennent. Les va-

leurs que nous portons n'ont pas d'âge. Ce sont des valeurs permanentes de la France, de la grandeur de la France, de la force de la France, de sa capacité à résister à tous les événements. Ces valeurs, ce

sont celles de la France, d'une France rassemblée, d'une France unie, d'une France fière de son passé, d'une France fière de l'avenir qu'elle construit avec tous ses enfants. Une France qui, aujourd'hui comme

hier et comme demain, ne sera jamais davantage elle-même que dans la victoire.

Communiqué de presse du 5 juin 2010

CONDAMNATION DE BRICE HORTEFEUX, UN JUGEMENT STUPÉFIANT

Le **Mouvement Initiative et Liberté (MIL)** tient à affirmer sa confiance et son amitié au ministre de l'Intérieur **Brice Hortefeux** dont chacun connaît l'engagement sincère et républicain depuis de très longues années.

Le **Mouvement Initiative et Liberté (MIL)** condamne avec la plus grande fermeté la tromperie consistant à filmer les propos privés des personnes à leur insu et à diffuser les images anonymement sur internet. Ces méthodes sont celles de paparazzi et non de journalistes d'information.

Dans un verdict prononcé par le tribunal correctionnel de Paris, **Brice Hortefeux** a été condamné à une amende de 750 euros. Une condamnation plus sévère que les réquisitions du procureur.

Lors du procès, le 16 avril, le parquet avait demandé la relaxe en doutant du caractère public des propos incriminés qui étaient « *Il en faut toujours un. Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes.* ».

Brice Hortefeux ne pouvant « être pénalement comptable d'un propos non destiné à être entendu », le tribunal a requalifié le délit en simple contravention de 4e classe. Les juges ont cependant confirmé que l'injure stigmatisait les personnes d'origine arabe, « présentées négativement du seul fait de leur origine ». Cela n'est pas le cas en l'espèce.

Il suffit de se souvenir des propos de **Georges Frêche**, président socialiste de la région Languedoc-Roussillon, qui, en juin 2000, lors de l'inauguration du

tramway de Montpellier a déclaré alors que de nombreux maghrébins résident dans la zone de terminus : « *Ici, c'est le tunnel le plus long du monde : vous entrez en France et vous sortez à Ouarzazate.* ». Puis, à propos d'une femme en tchador : « *Ne vous inquiétez pas pour la dame, elle n'a que les oreillons et on lui tient les oreilles au chaud.* ». Lemonde.fr du 28/01/2010. Il n'a pas été condamné.

Le **Mouvement Initiative et Liberté (MIL)** lance une « pétition de soutien » et apporte, sans réserve, son soutien au ministre de l'Intérieur **Brice Hortefeux** dont cette fausse querelle ne saurait entacher les mérites et l'action qu'il mène, au sein du gouvernement, au service de la France et des Français.



VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

Nom Prénom.....
Adresse
Code postal Ville
Téléphone Portable Télécopie Courriel@.....
Date et lieu de naissance Je souhaite être adhérent , adhérent actif ou militant ?
Profession

- Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.
 Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse : 120 € ou plus 80 € 50 € 30 €
 Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année :
 Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 € Cotisation couple : 50 € Cotisation simple : 30 € Cotisation chômeur, jeune (-25a) : 15 €
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €
 Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 200 € simple 50€

Date

Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE